

**Zeitschrift:** Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire =  
Rivista storica svizzera

**Band:** 20 (1970)

**Heft:** 4

**Buchbesprechung:** La Commune de Paris (1871). Révolution populaire et pouvoir  
révolutionnaire [André Decouflé]

**Autor:** Vuilleumier, Marc

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 13.10.2024

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

Als Detail sei noch angemerkt, daß die «Mainlinienpolitik» Napoleons kaum in so absoluter Weise als Gegebenheit betrachtet werden darf, wie Kolb dies p. 31 tut. Denn Roland Mathys hat 1964 in seiner Zürcher Dissertation «Die französische Süddeutschlandpolitik» (SZG 1965, p. 423) deutlich gemacht, daß Napoleon zwischen 1867 und 1870 keineswegs starr an dieser Politik festhielt (bei Kolb ist aber die Arbeit von Mathys weder im Anmerkungsteil noch im Literaturverzeichnis erwähnt).

Es ist zu hoffen und zu erwarten, daß Kolbs anregende Untersuchung sowohl die Diskussion um das Bismarckbild wie auch jene um die Ursachen des Krieges von 1870/71 befruchten werde. Das letzte Wort zu diesen Fragen stellt sie aber sicher noch nicht dar.

Aarau

Joseph Boesch-Jung

ANDRÉ DECOUFLÉ, *La Commune de Paris (1871). Révolution populaire et pouvoir révolutionnaire*. Paris, Editions Cujas, 1969. In-8°, 316 p.

Issu d'une thèse de droit, cet ouvrage, sans prétendre renouveler le sujet, apporte d'intéressants points de vue sur la Commune qui, à vrai dire, a été quelque peu négligée par les historiens français durant ces dernières décennies. Très solidement documenté, l'auteur n'a pas seulement consulté les études historiques, les souvenirs de contemporains, les publications de sources et la presse, mais également l'essentiel des pièces d'archives, entre autres une partie des cartons du Service historique de l'armée, constitués par les pièces à conviction et la documentation amassée par les conseils de guerre pour juger les insurgés. Très au fait des acquisitions de la sociologie moderne et de celles de la psychologie sociale, il apporte à sa recherche d'historien l'expérience de ces autres disciplines. Il ne prétend pas innover, cependant, et ne manque pas de rappeler au passage tout ce qu'un Georges Lefebvre, par exemple, avait déjà accompli dans cette voie, pour une autre période.

«Un point de vue seulement, partiel et circonscrit pour ce qu'il est, sur l'événement immense. Et, s'il est permis de le dire ainsi, la part d'une aventure personnelle», ainsi l'auteur présente-t-il son livre (p. 6), qui n'est pas une nouvelle histoire de la Commune, mais une étude du pouvoir révolutionnaire pendant celle-ci. Il s'agit donc essentiellement des rapports nouveaux qui se nouèrent entre «gouvernants et gouvernés». Bien entendu, chaque événement a sa propre représentation mentale, qui l'enveloppe et souvent lui donne sa signification; vision des contemporains, naturellement, mais aussi interprétations ultérieures, Et de ce point de vue, la Commune est particulièrement privilégiée, puisqu'elle n'a cessé, jusqu'à présent, d'être au centre de tous les courants de la pensée révolutionnaire. Mais l'auteur ne s'occupe pas de cette survivance de la Commune et de son prolongement dans les mouvements révolutionnaires postérieurs, se bornant aux événe-

ments de 1871 avec toute leur charge de sensibilités et d'aspirations collectives.

On ne trouvera donc pas, dans ce livre, un historique des événements, supposés connus, mais, solidement fondée sur une abondante documentation, une suite de réflexions sur le pouvoir populaire tel qu'il apparut et s'exerça pendant les 70 jours de la Commune.

Après avoir montré la façon dont, pendant le premier siège, la sensibilité collective des masses parisiennes s'était peu à peu cristallisée autour du mot de Commune, qui, paradoxalement, tirait de son indétermination même son pouvoir révolutionnaire, l'auteur explique comment, au niveau du peuple, des clubs et de l'Internationale, apparaît un thème commun, celui de la Commune-Ville libre, opposée au pouvoir des «ruraux». Mais bientôt, dès avril, un glissement de sens s'opère et le mot prend un contenu essentiellement social.

Dans le pouvoir révolutionnaire de 1871, se manifeste une nostalgie certaine du pouvoir sectionnaire de 93 dont les rappels sont multiples. Les insurgés de 71 ont «conscience de constituer un pouvoir à la fois absolu et diffus», ce qui est la caractéristique essentielle de la souveraineté populaire sous la Commune. Absolu parce que sans limites; diffus parce qu'aucun groupe ne détient à titre de privilège particulier une parcelle de la souveraineté populaire, celle-ci étant également répartie entre tous.

L'auteur est ensuite amené à définir et à préciser la spontanéité populaire, notion assez difficile à saisir sans la déformer, qui se manifeste en d'extraordinaires élans et par une cristallisation sur des points parfois très secondaires. Il pousse cette analyse beaucoup plus loin que ne le fait l'ouvrage hâtif et superficiel d'Henri Lefebvre dont il part. Il distingue deux paliers d'analyse: 1. les aspirations abstraites du peuple, définies par la situation objective auxquelles elles répondent; 2. les représentations mentales réelles de la masse de la population à un moment donné, choses que trop souvent les historiens marxistes ont eu tendance à confondre, alors qu'il n'y a pas toujours identité ni même correspondance entre les deux. Cela supposerait, bien entendu, une analyse socio-historique de la population parisienne qui n'a pas été faite et à laquelle l'auteur à lui seul n'entendait pas se livrer. Elle seule aurait permis de préciser le contenu exact de ce besoin profondément ressenti de reconstruction des rapports sociaux, d'où cette nostalgie de l'anarchie à la fois vague et exaltante de 93.

Cette spontanéité n'est pas hostile à toute forme d'organisation, loin de là. «Une révolution, en créant la vacance du pouvoir établi, secrète d'elle-même un autre pouvoir, lequel, s'il n'est pas rassemblé en une autorité, se dissout vite en ce que Gustave Le Bon appelait «une foule de petites tyrannies anonymes» contre lesquelles il est plus difficile de lutter que contre *un* tyran» (p. 186). «La quotidienneté révolutionnaire éloigne de ce fédéralisme lâche de spontanéités éparses auquel la tradition proudhonienne réduit la transformation des rapports sociaux. L'établissement d'un pouvoir de gouverne-

ment s'y trouve imposé par la nature de la souveraineté populaire en temps de révolution, dont on a tenté de montrer qu'elle était à la fois absolue et diffuse, immédiate et indifférenciée» (p. 187). Mais les délégués, les gestionnaires de cette révolution ont peine à ne pas confisquer à leur profit l'absolu du pouvoir populaire. D'où ces luttes, tantôt sourdes, tantôt ouvertes, qui opposent la Commune au Comité central, les délégués aux clubs, le pouvoir militaire au pouvoir civil, conflit que l'auteur examine en détail et où, faute de place, nous ne pouvons le suivre.

L'ouvrage offre une foule d'observations judicieuses et d'interprétations attachantes. Citons simplement ces remarques sur le langage, «code et signe de la révolution», dont les «gérants» s'assurent le contrôle pour se la soumettre. «Le combat pour le pouvoir passe d'abord par le contrôle des mots qui le désignent, l'enferment et le véhiculent dans la sensibilité et la mémoire collectives. La spontanéité populaire, trop diffuse pour se couler dans le discours, devient peu à peu prisonnière du discours dont les gérants bientôt monopolisent l'exercice» (p. 193). D'où l'importance, pour l'historien, des batailles qui se déroulent autour de certains mots clefs, tel celui de Comité de salut public.

L'auteur a un sens de l'expression qui lui permet de trouver le mot juste, la formulation brillante et accrocheuse. Mais, parfois, il se laisse quelque peu entraîner par son style. Ecrire que «rites et symboles culmineront dans les incendies de la Semaine sanglante» (p. 64), c'est reprendre à son compte toute une mythologie anticommunarde qu'il eût fallu tout d'abord analyser. De même, à plus d'une reprise, l'auteur nous paraît esquiver les problèmes et s'en tirer par d'élégantes pirouettes verbales. Il ne pouvait résoudre toutes les questions, et il le dit bien, mais il eût été préférable de le reconnaître à l'endroit même où le problème se présentait. C'est ainsi que l'analyse des rapports entre le pouvoir civil et le pouvoir militaire est constamment viciée parce que l'auteur n'a généralement pas pu étudier la question telle qu'elle se posait au niveau du bataillon et en est resté à celui, déjà classique, des rapports entre Comité central, Commune et Délégué à la Guerre.

Ouvrage intelligent et stimulant, qui, par ses lacunes mêmes, incite à la recherche et à la réflexion, ce livre s'impose à ceux qui, à l'occasion du centenaire, se pencheront à nouveau sur l'histoire de la Commune.

Genève

Marc Vuilleumier

*Bureau socialiste international. Comptes rendus des réunions, manifestes et circulaires. Documents recueillis et présentés par GEORGES HAUPT. Vol. I: 1900-1907. Paris-La Haye, Mouton & Co, 1969. In-8°, 438 p. (Ecole pratique des Hautes Etudes, Paris. VI<sup>e</sup> section: sciences économiques et sociales. Matériaux pour l'histoire du socialisme international. I<sup>re</sup> série. Textes et documents, vol. II).*

La deuxième Internationale n'a jamais eu de structure solide et centralisée; ce n'est qu'en 1900 que se créa le Bureau socialiste international, avec